

# Quand le marché de change s'affole (page 3)



La pénurie de devises frappe de plein fouet l'économie nationale. Le marché de change s'affole avec des taux de change record. Un seul dollar vaut plus de 4 000 FBu sur le marché noir.

### PUBLIREPORTAGE



WISE s.a

La microfinance WISE s.a toujours prête à bien servir le peuple (page 4)

### PUBLIREPORTAGE



PADI

PADI, un programme qui vient à point nommé pour booster ... (page 5)

### DEVELOPPEMENT



COGERCO

200 milliards de FBu, une cagnotte nécessaire à la redynamisation (page 6)



La Mairie de Bujumbura rappelle à tout contribuable propriétaire de parcelle sise dans la ville de Bujumbura et celui qui exerce une activité commerciale, artisanale, industrielle et profession libérale que la période légale de déclaration et de paiement des impôts et taxes débute le 02 Janvier 2023 et se clôturera le 30 mars 2023.

Plus de détails à la page 2

## Editorial Le marché de change en déséquilibre



Mélance Maniragaba,  
Rédacteur en chef adjoint.

de rendre fluide le marché de change. Peut-on dire que le pari a été gagné ?

La valeur du billet vert par rapport au BIF, surtout sur le marché noir peut nous en dire plus. Alors que sur le taux de change officiel le dollar se vend actuellement à au moins 2095 BIF, sur le marché parallèle c'est autre chose. Les bureaux de change nouvellement agréés optent pour le non affichage des prix et préfèrent fonctionner comme le marché noir. Sur celui-ci, le prix du dollar va au-delà de 4000 BIF, soit une augmentation de plus de 50%.

Pourtant, le billet vert acheté sur le marché parallèle contribue au niveau des exportations pour environ de 70%. Le politique estime que pour s'en procurer, il faut augmenter la production en investissant dans les secteurs porteurs de croissance comme l'agriculture.

Malheureusement, ceux qui investissent dans ce secteur peinent à trouver non seulement les fertilisants, mais aussi les semences sélectionnées pour mener à bon port leurs projets.

De plus, le sous-sol est très riche, un autre atout pour booster la

rentrée des devises dans le pays. Des slogans l'éclaircissent mieux « Twicaye ku gahiye » traduit en français par « Nous sommes assis sur de l'or ». Une année voire plus vient de se passer et le secteur demeure en léthargie. Les autorités habilitées n'autorisent que l'exploitation artisanale de l'or par les coopératives avec une probabilité que ces dernières ne déclarent pas leur vraie production.

Plus encore, le café qui générerait autrefois des devises ne constitue plus une priorité pour les paysans Burundais. Les réformes dans ce secteur sont moins nombreuses

et les caféiculteurs ne cessent pas de s'y désintéresser. Le thé tend à détrôner le café, mais pour combien de temps. Là aussi, l'immobilisme semble supplanter l'innovation.

Avec donc ce premier trimestre de l'année, l'heure n'est plus au tâtonnement. La lutte contre la pénurie des devises arrive à une étape décisive. La carence des devises reste un défi de taille qu'il faut relever à tout prix. Sinon, les prix continueront à être affectés par cette pénurie et le renchérissement du coût de la vie.

Fermeture des bureaux de change, ouverture des bureaux de change, telles sont les mesures qui ont été successivement prises afin



### COMMUNIQUE



La Mairie de Bujumbura rappelle à tout contribuable propriétaire de parcelle sise dans la ville de Bujumbura et celui qui exerce une activité commerciale, artisanale, industrielle et profession libérale que la période légale de déclaration et de paiement des impôts et taxes débute le 02 Janvier 2023 et se clôturera le 30 mars 2023. Le formulaire de déclaration peut être retiré et déposé tous les jours ouvrables de 7h30 à 17h30 à l'Hôtel de Ville sis à l'avenue de l'Université n°1.

#### Les documents exigés pour les nouveaux contribuables :

1. Une copie de la carte nationale d'identité, 1 photo passeport pour les personnes physiques et pour la succession, l'Acte de notoriété;
2. les copies du registre de commerce, des statuts, du NIF pour les sociétés commerciales privées;
3. les copies du décret et du NIF pour les sociétés commerciales publiques;
4. Une copie de l'ordonnance d'agrément et le NIF pour les ASBL;

#### Pour les contribuables déjà enregistrés :

Le numéro d'identification du contribuable (NIC) et PPV pour l'impôt foncier et le numéro d'identification du contribuable (NIC) et l'AS pour les taxes.

La Mairie de Bujumbura prie toute personne qui entend/lit le présent communiqué d'en faire une large diffusion. Elle profite de l'occasion pour souhaiter à ses contribuables les meilleurs vœux du nouvel an.

## Lutte contre la tuberculose : ne surtout pas baisser la garde

Malgré les avancées significatives enregistrées dans la lutte contre la tuberculose, le Burundi n'est pas à l'abri de cette maladie infectieuse. Selon les statistiques émanant du ministère de la Santé Publique et de la lutte contre le Sida, 6874 cas de tuberculose sensibles ont été enregistrés au cours de l'année 2022. La lutte contre cette maladie doit être continue

« La tuberculose constitue un problème de santé publique dans le monde en général et au Burundi en particulier » lit-on dans un communiqué rendu public par le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida. C'était à l'occasion de la journée internationale de lutte contre la tuberculose célébrée en date du 24 mars 2023. Le thème de cette année était : "Oui nous pouvons mettre fin à la tuberculose !" Un thème qui s'aligne sur l'objectif de la stratégie mondiale " Mettre fin à la tuberculose d'ici 2030".

Pour atteindre cet objectif, le Burundi a encore un long chemin à parcourir. Les cas de tuberculose sensibles enregistrés au cours de l'année 2022 s'élèvent à 6874. Quant à la tuberculose multi résistante, 46 cas ont été diagnostiqués et traités. D'où la nécessité de sensibiliser la population à l'importance de lutter efficacement contre cette maladie.

#### Le Burundi enregistre des progrès dans la lutte contre la TB

Le Burundi a quand même fait

d'énormes progrès en matière de lutte contre la tuberculose. Selon la revue externe du programme tuberculose, le Burundi a enregistré des succès thérapeutiques de 95% contre 90% qui est la cible de l'OMS.

La réduction des décès liés à la tuberculose s'évalue à 16% alors que la cible mondiale est de 20%. La réduction de l'incidence de la tuberculose s'élève à 45% contre 35% qui est la cible de l'OMS. Ces résultats classent le Burundi parmi les premiers pays ayant fait d'énorme progrès dans l'éradication de la tuberculose.

Le Burundi doit ces avancées à une série de stratégies mises en place pour éradiquer ce fléau. Il s'agit entre autres de l'intégration de la lutte contre la tuberculose dans le système de santé, de la disponibilité des médicaments à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, du suivi rigoureux des patients sous traitement antituberculeux, du fonctionnement du réseau flotte de communication permettant d'évaluer les cas transférés et de réduire les perdus de vue.

#### Un fléau à éradiquer

La tuberculose est une maladie mortelle si le malade n'est pas traité à temps. D'ailleurs, avec 1,8 million de décès qu'elle entraîne chaque année dans le monde, la tuberculose est l'une des 10 premières causes de mortalité dans le monde selon l'OMS. Et la grande majorité de ces décès sont observés dans les pays pauvres. 36 % des décès par tuberculose surviennent en Afrique.

Le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida appelle tout un chacun à contribuer à la surveillance de la tuberculose en conseillant à toute personne ayant la toux de consulter le centre de santé ou l'hôpital le plus proche. Et de préciser que la tuberculose est une maladie qui guérit et que son traitement est gratuit dans toutes les formations sanitaires du pays.

Florence Inyabuntu

**BurundiEco**  
Hébergement socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Tirage : 3000 exemplaires

Directeur de publication et

Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint:

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

#### Taux de change du 17 Mars 2023

Sources : BRB/www.brb.bi et divers

Monnaies étrangères	Marché officiel		Marché parallèle	
	Acheteur	Vendeur	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2057	2090	3850	3880
Euro	2188	2224	3990	4050
Shi. Kenyan	16,1801	16,4411	26	26,5
Shi. Tanzanien	0,8792	0,8934	1,2	1,25
Shi. Ougandais	0,5523	0,5612	0,7	0,8
Fr Rwandais	1,8896	1,9201	3	3,05

# Le marché noir se noircit davantage

La pénurie de devises frappe de plein fouet l'économie nationale. Le marché de change s'affole avec des taux de change record. Un seul dollar vaut plus de 4 000 FBu sur le marché noir. Ce qui plonge le pays dans une crise économique sans précédent. Analyse



*L'écart entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle est dû à la diminution énorme des flux de réserves due à son tour à la diminution des exportations et à la diminution de l'aide publique au développement.*

Le taux du billet vert reste volatile sur le marché. Les incertitudes règnent en plines réformes entreprises par la Banque centrale. Cette dernière tente de résorber l'écart entre le marché parallèle et le marché officiel. Cependant, l'ouverture des bureaux de change et l'autorisation des retraits en devises des transferts instantanés n'arrivent pas à casser les spéculations. Ce jeudi 30 mars 2023, un dollar se change contre 4 100 FBu sur le marché alors que le taux officiel du jour est fixé à 2 095 FBu l'unité.

Le marché est caractérisé par une opacité absolue. Les affiches qui servaient de référence pour les clients n'existent plus devant les bureaux de change nouvellement agréés. Les changeurs qui se sont entretenus avec la rédaction du journal Burundi Eco craignent des représailles s'ils affichent des taux qui ne correspondent pas à la marge bénéficiaire fixée par la Banque centrale. Or, ce taux ne tient pas compte de l'offre et de la demande. Ils préfèrent négocier avec leurs clients pour proposer la meilleure offre qui soit.

## Les réserves de change en chute libre

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, les réserves officielles ont diminué de 12,6%. Le pays ne disposait que des devises qui couvrent moins de deux mois d'importation, loin dans le rapport de politique monétaire publié en janvier 2023. Les réserves officielles s'établissant à 176,8 contre 282 millions USD à fin septembre 2021. A cette époque, le FMI avait accordé des fonds et un

crédit à court terme. Ce qui a permis de constituer assez de devises pour importer au moins pendant 3 mois.

C'était un bon départ, mais comme les exportations restent faibles, le pays plonge encore dans une crise économique. La valeur des exportations traditionnelles (l'or et le café) sont en baisse. Le thé détrône les deux produits stratégiques. Il figure actuellement à la tête des six produits qui totalisent 75% des exportations au cours du deuxième trimestre 2022, apprend-on du Bulletin du commerce extérieur de l'OBR.

## L'économie en pâti

Le billet vert a franchi la barre de 4000 FBu alors que le marché noir finance jusqu'à présent 74 % des importations du pays. Dans ces conditions, l'inflation importée ne fait que plonger le pays dans le marasme économique. Le pays dépend substantiellement des importations. Quand les importations sont chères, les prix augmentent en conséquence. C'est le cas pour le Burundi qui importe 35% pour compléter l'offre alimentaire (les céréales, les huiles végétales...)

Les économistes s'accordent sur le fait qu'un taux de change

compétitif constitue un des instruments importants de la politique industrielle. L'éminent chercheur Professeur Léonce Ndikumana affirme que ce taux favorise l'éclosion d'une économie diversifiée et pérennise la croissance économique. En définitive, le taux de change compétitif favorise l'allocation efficace des ressources dans les secteurs économiques. Il encourage la production nationale par rapport aux importations puisqu'il rend les produits domestiques compétitifs par rapport aux produits étrangers, a fait remarquer prof. Ndikumana lors de la grand-messe de l'économie en novembre 2021.

## La dévaluation n'est pas une option

Pour résorber l'écart entre le marché noir et le marché parallèle, certains anticipent et proposent la dévaluation pure et simple du FBu. Le Premier ministre suggère des mesures prudentielles. Sinon, c'est toute l'économie nationale qui risque de s'effondrer. « La dévaluation immédiate de la monnaie risque d'embraser la situation d'autant plus que les spéculateurs vont en profiter pour creuser l'écart », a-t-il déclaré devant le Parlement réuni en congrès.

Dans le contexte actuel, les économistes déconseillent la dévaluation spontanée de la monnaie. « On ne résout pas les problèmes structurels par des mesures monétaires. Si demain la Banque centrale fixe le taux à 3300 FBu, le taux sur le marché parallèle sera de 4500 FBu et le cycle va continuer », a déploré professeur Léonce Ndikumana lors d'une conférence-débat organisée par la BRB en août dernier.

## Accroître l'offre en devises

Lors des assises du forum national sur le développement, l'éminent professeur Léonce Ndikumana avait encouragé le gouvernement à initier des réformes. « L'inaction n'est pas une option. Chaque jour qui passe rend le problème plus difficile à résoudre. Et chaque jour qui passe décourage les gens qui attendent des solutions à ce problème », a-t-il déclaré.

« On a beau prendre des mesures pour réguler le marché de change, mais tant qu'on n'aura pas suffisamment d'offre en devises, toutes les mesures seront vouées à l'échec », a déclaré Tharcisse Rutumo, ex-Administrateur Directeur Général de la Banque de Crédit de Bujumbura (BCB) en marge du forum national sur le développement. A en croire ce banquier, il faudra trouver les voies et moyens pour accroître l'offre en devises.

## Comment en est-on arrivé là ?

Aux yeux du professeur Ndikumana, le marché de change connaît des problèmes plus complexes que le taux de change. Du côté de l'offre, l'économie fait face à des rigidités structurelles, notamment une base très fine des exportations, surtout les produits de base qui sont sujets à des chocs internationaux.

L'écart entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle est dû à la diminution énorme des

flux de réserves due à son tour à la diminution des exportations et à la diminution de l'aide publique au développement et aussi à la demande des dollars pour spéculer sur le marché parallèle, estime Léonce Ndikumana, professeur émérite à l'université de Massachussetts basée aux Etats-Unis. Ainsi, le différentiel du taux de change encourage la contrebande à l'importation puisque les gens y vont pour obtenir des excédents de dollars en surévaluant la valeur des importations qu'ils doivent faire. Il encourage aussi la sous facturation à l'exportation pour pouvoir effectivement disposer des dollars supplémentaires qui vont alimenter le marché parallèle.

## De la gestion efficace de l'aide publique

D'après Pr Ndikumana, la réforme du marché de change est à la fois un exercice technique, politique et institutionnel. L'expérience a montré que le marché de change ouvert et concurrentiel avec la participation de la BRB et des banques commerciales a contribué à éliminer la prime du marché parallèle. Cependant, à l'heure actuelle, ce marché concurrentiel est impossible sans une augmentation des rentrées en devises.

Dans l'immédiat, il faut cueillir les fruits à portée de mains, notamment l'aide publique au développement. Le gouvernement doit améliorer sa capacité d'absorption des financements parce que les bailleurs de fonds tiennent compte de la capacité d'absorption d'un pays. Les retards dans le démarrage des projets de développement n'encouragent pas les autres partenaires à financer le développement, fait remarquer cet économiste reconnu pour son franc-parler et ses recherches inédites sur la fuite des capitaux en Afrique et l'exploitation des ressources naturelles.

Benjamin Kuriyo

## DEVELOPPEMENT

# Modernisation et réhabilitation du port de Bujumbura Les travaux sont à plus de 70%

Les travaux de réhabilitation et de modernisation du port de Bujumbura lancés en septembre 2021 arrivent à un taux d'exécution de plus de 70%. Prévus sur deux ans, ces travaux sont en train d'être facilités et coordonnés par l'Agence de Facilitation du Transport de Transit du Corridor Central (AFTTCC) et exécutés par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) pour un coût de 31 millions USD

les alluvions du bassin portuaire, la construction d'un terminal à conteneurs ayant une capacité d'accueil de 360 à 400 conteneurs de 20 pieds et le dragage du bassin portuaire. Un nouveau quai a été également érigé », fait remarquer Amb. Biherengende avant d'indiquer que la construction du chantier naval est en cours.

Celui-ci facilitera la réparation rapide des bateaux en cas de panne. Ceux qui tombent en panne aujourd'hui sont acheminés au port de Kigoma en Tanzanie pour la réparation.

## Mettre aux normes le port de Bujumbura

Un des principaux ports construits sur le lac Tanganyika qui sont le port de Kalémie en République démocratique du Congo (RDC), le port de Kigoma en Tanzanie et celui de Mpulungu en Zambie, le port de Bujumbura n'avait pas encore été modernisé depuis plus d'une soixante douzaine d'années.

Alors que trois quarts des import-export passent toujours par la



*Parmi les travaux prévus pour la réhabilitation et la modernisation du port de Bujumbura, le chantier naval est toujours en cours de construction.*

route, Amb. Biherengende précise que l'usage de la voie lacustre permettra un gain de 40% sur les dépenses en matière de transport. Ce qui fait qu'il invite à l'AFTTCC à programmer à la sensibilisation des opérateurs économiques à utiliser la voie multimodale comme moyen de transport.

La réhabilitation et la modernisation du port de Bujumbura est l'aboutissement d'un long processus. L'accord de financement du projet a été signé en 2019. Cela au moment où les études de modernisation du port de Bujumbura ont été réalisées en 2013 tandis que l'accord de construction a été signé en 2014.

## Des initiatives en cours

Dans une interview accordée à Burundi Eco en février 2023, Janvier Nsengiyumva, directeur commercial de la société Global Port Services Burundi (GPSB) a signalé que depuis janvier 2023, GPSB a commencé à travailler 24 heures sur 24.

La décision a été prise pour augmenter les rotations des bateaux qui passaient beaucoup de temps sur le quai en attente de déchargement pour un port qui a une capacité d'accueillir en même temps entre 15 et 20 bateaux contenant une cargaison de plus de 9000 tonnes.

La réhabilitation et la modernisation du port de Bujumbura lui permettra d'accueillir de gros bateaux et d'augmenter sa capacité d'accueil qui est actuellement de 500 000 tonnes par an.

Mélance Maniragaba

# La microfinance WISE s.a toujours prête à bien servir le peuple

Le Directeur Général de la microfinance WISE s.a Nadine MUTABARUKA se réjouit du fait que l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de cette IMF a eu lieu dans ses propres locaux depuis que ladite IMF est opérationnelle. Cela est un signe éloquent que la microfinance qu'elle chapeaute est déterminée à engranger le succès dans l'accomplissement de sa mission. Elle appelle alors la population en général et les femmes en particulier à venir ouvrir des comptes dans cette IMF de première catégorie

La microfinance Women's Initiative for Self-Empowerment (WISE s.a) a organisé vendredi le 24 mars 2023 une Assemblée Générale Ordinaire de ses Actionnaires.

Mme Nadine MUTABARUKA, Directeur Général de cette institution de microfinance se réjouit du fait que cette réunion a eu lieu dans les nouveaux locaux de cette IMF de première catégorie. C'était dans une salle ayant une capacité d'accueil estimée à plus d'une centaine de participants.

Selon Mme Nadine MUTABARUKA, cela est un signe éloquent que la microfinance qu'elle chapeaute est déterminée à engranger le succès dans l'accomplissement de sa mission, car c'est la toute première fois que l'Assemblée Générale des Actionnaires de WISE s.a se tient dans ses propres locaux. Auparavant, des réunions pareilles se tenaient dans des salles de conférence louées. Ce qui fait que WISE ne cessait pas d'enregistrer des charges exorbitantes.

Mme Nadine MUTABARUKA fait savoir que ces nouveaux locaux permettront à WISE s.a d'offrir des produits et services financiers de qualité et relever ses produits financiers. A cette occasion, elle a appelé la population en général et les femmes en particulier à venir nombreux ouvrir des comptes dans cette IMF de première catégorie, car les produits et les services financiers offerts sont de qualité.

## WISE opérationnelle depuis 2007

Mme Nadine MUTABARUKA signale que WISE s.a a été créée en janvier 2007 par les membres de l'association des femmes entrepreneurs du Burundi (AFAB). Elle a été agréée par la BRB le 17 août 2007. Sa vision est d'être une institution de microfinance féminine pilote au niveau national et dans la sous-région facilitant l'accès de la femme au crédit.

Sa mission est d'offrir des produits financiers d'épargne et de crédit aux femmes actives et aux ménages exclus du système bancaire classique au niveau national et de la sous-région en développant des produits financiers adaptés aux besoins de sa clientèle. Son siège se trouve dans la capitale économique Bujumbura, à Rohero I, Avenue du 18 Septembre n° 36.

## Quid de ses agences et points de services financiers ?

Jusqu'à présent, elle dispose d'un guichet au centre ville et de deux agences, l'une à Rumonge et l'autre à Nyanza Lac. Elle dispose aussi de six points de services financiers dans six communes de la province de Kayanza.



Mme Nadine MUTABARUKA, Directrice Générale de la microfinance WISE s.a : « Je me réjouis du fait que cette réunion a eu lieu dans les nouveaux locaux de cette IMF de première catégorie ».



Chez WISE s.a, les femmes épargnent beaucoup plus par rapport aux hommes. Les femmes sont aussi plus crédibles que les hommes si on analyse le niveau de non remboursement des crédits.

La plaine de l'Imbo est aussi ciblée par WISE, car cette dernière dispose de points de services financiers à Gihanga, Mpanda et Mutimbuzi.

Dans les perspectives, elle compte étendre son champ d'action pour servir même ceux qui résident

dans les coins les plus reculés du pays. « Nous avons un produit que nous allons lancer prochainement. Il s'agit de la finance digitale qui facilitera l'accès à nos services financiers pour les clients vivant dans les milieux les plus reculés du pays », précise-t-elle.

## Un paquet de crédits spécifiques aux femmes est en place

Puisque le monde entier se trouve encore en plein mois dédié à la promotion des droits de la femme,

au manque de garanties solides et d'informations et l'accès aux propriétés. Ce qui constitue un défi majeur pour les femmes qui souhaitent contracter des crédits.

## 48% des clients dont dispose WISE sont des femmes

Chez WISE s.a, les femmes épargnent beaucoup plus par rapport aux hommes. Pourtant, Mme Nadine MUTABARUKA laisse entendre que ce sont les hommes qui viennent en tête comme demandeurs et bénéficiaires de crédits. Les statistiques montrent que seulement 48% sont des femmes. « C'est pourquoi WISE s.a s'active toujours pour mettre en place des produits financiers adaptés aux femmes pour inverser la tendance », affirme-t-elle.

Et d'informer le public que les femmes sont plus crédibles que les hommes si on analyse le niveau de non remboursement des crédits.

Pour toutes ces raisons, Mme Nadine MUTABARUKA fait remarquer que WISE s.a doit militer pour l'augmentation de l'inclusion financière de la femme, car il a été constaté que la femme occupe une place de choix dans le développement des ménages en particulier et du pays en général.



La microfinance Women's Initiative for Self-Empowerment (WISE s.a) a organisé vendredi le 24 mars 2023 une Assemblée Générale Ordinaire de ses Actionnaires.

# PADI, un programme qui vient à point nommé pour booster la production agricole

Le gouvernement en partenariat avec l'APEFE et le Conseil Pour l'Education et le Développement (COPEP) a procédé au lancement officiel du Programme d'Appui au Développement de l'Irrigation (PADI) dans la province de Kirundo. L'objectif est de contribuer à l'augmentation de la production agricole. Les administratifs et la population bénéficiaire s'en réjouissent

Le ministère en charge de l'Agriculture en partenariat avec l'APEFE (agence de coopération internationale intégrée au sein des relations internationales de la Fédération Wallonie Bruxelles et de la Wallonie) et le Conseil Pour l'Education le Développement (COPEP) a procédé jeudi le 23 mars 2023 au lancement officiel du Programme d'Appui au Développement de l'Irrigation (PADI) dans la province de Kirundo.

C'est dans ce cadre que les travaux d'aménagement du marais de Muhembuzi situé sur la colline Burara de la commune Busoni dans la province Kirundo ont démarré.



Alexia Germeau, chargée de mission à l'APEFE : « Le PADI est financé par la coopération belge et s'étend sur 5 ans ».

Le représentant de COPEP, l'ONG qui va mettre en œuvre le PADI dans la province de Kirundo se réjouit du fait que l'APEFE ait accepté de contribuer à la promotion de la technique d'irrigation à Kirundo. Selon lui, cela rime avec le plan national de développement 2018-2027 car, dans ce plan le développement du secteur agricole vient en première position.

Ce programme va alors répondre au besoin du gouvernement de booster la production agricole, renchérit le représentant de COPEP. Il demande aux responsables de la société ETRAC de ne pas décevoir le pays et ses partenaires techniques et financiers. Il leur recommande de construire des infrastructures durables pour rendre le projet durable.

## Le gouvernement ravi

Diomède Ndayirukiye, directeur général en charge de l'irrigation au ministère en charge de l'agriculture salue la volonté de l'APEFE de promouvoir l'irrigation dans la province de Kirundo, car cette province est souvent victime des effets du changement climatique.

Selon elle, les inondations qui s'observent souvent dans ce marais seront maîtrisées et le rendement agricole va augmenter.

Ils promettent de bien collaborer avec les responsables dans l'objectif de pouvoir fructifier les acquis du PADI.

## PADI, un programme financé par la coopération belge

Alexia Germeau, chargée de mission à l'APEFE a fait remarquer que le PADI est financé par la coopération belge. Elle a signalé que ce programme s'étend sur 5 ans. Il vise à améliorer les conditions de vie des producteurs des communes de Busoni et de Gitobe et cela à travers trois résultats.

Ce sont entre autres l'aménagement des marais de Muhembuzi et Nduruma ainsi que leurs bassins versants, le renforcement des capacités des producteurs, la structuration et l'appui à leurs organisations professionnelles.

Le renforcement des capacités des services techniques du ministère



Les travaux d'aménagement du marais de Muhembuzi situé sur la colline Burara de la commune Busoni dans la province Kirundo ont démarré.



Lancement officiel du PADI dans la province de Kirundo.



Diomède Ndayirukiye, directeur général en charge de l'irrigation au ministère en charge de l'agriculture : « Je salue la volonté de l'APEFE de promouvoir l'irrigation dans la province de Kirundo ».

La société d'exécution de ces travaux est ETRAC.

## Le marais de Muhembuzi qui s'étend sur 160 ha sera aménagé

Pierre Sosthène Kayuzi, directeur technique de la société ETRAC fait savoir que le marais de Muhembuzi s'étend sur 160 ha. Selon toujours lui, la société ETRAC va aménager des canalisations pour faciliter l'écoulement des eaux afin de rendre facile l'irrigation dans ce marais.

Des ouvrages d'irrigation seront mis en place. Elle va aussi aménager deux pistes d'accès pour faciliter le transport de la récolte. Et le délai d'exécution des travaux d'aménagement de ce marais est fixé entre 4 et 5 mois.

Albert Manirambona, secrétaire exécutif permanent de la commune Busoni s'en réjouit. Selon lui, cela va contribuer à l'augmentation de la production agricole pour combattre l'insécurité alimentaire. Il promet d'augmenter de façon considérable la production du riz.

Tantôt il pleut beaucoup, tantôt la saison sèche perdure et bonjour l'insécurité alimentaire. C'est pour cela qu'il remercie l'APEFE pour son initiative, car ce programme va inculquer à la population les techniques d'irrigation et de la bonne gestion de l'eau.

Il se réjouit que la production agricole va alors augmenter et que le Burundi pourra passer de l'agriculture de subsistance à celle de commercialisation. Il a également fait savoir que ce programme est financé à hauteur de 2 650 000 euros et que plus de 3000 ménages vont en bénéficier.

## Les bénéficiaires s'en réjouissent

Les habitants de la colline Burara dans la commune Busoni éprouvent un sentiment de satisfaction. Martha Nkuzimana rencontrée à cette localité indique que l'aménagement de ce marais va permettre à la population d'augmenter la production agricole.

Charlotte Nduwimana, habitant sur ladite colline abonde dans le même

en charge de l'agriculture sera aussi assuré. La direction en charge de l'irrigation et le bureau provincial en charge de l'agriculture dans la province de Kirundo sont aussi visés.

Elle a signalé que la collaboration entre l'APEFE et le Burundi ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte dans les années 2000 dans le secteur éducatif. Aujourd'hui, l'APEFE intervient aussi dans le secteur de la santé et plus spécifiquement dans celui de la médecine physique et de la réadaptation. Elle a laissé entendre que le programme d'appui à la médecine physique a permis de former des kinésithérapeutes de niveau licence, master et doctorat et de mettre en place une école de formation des kinésithérapeutes à l'INSP. Et d'ajouter la mise en place d'un centre de référence national en kinésithérapie à Bujumbura dans une vingtaine d'hôpitaux opérant au Burundi. Elle a précisé que ces résultats ont été atteints grâce à un excellent partenariat tripartite gouvernement-APEFE-COPEP.

## IMPRESSION

- ▶ Manuels Scolaires
- ▶ Rapports
- ▶ Livres
- ▶ Boîtes à images
- ▶ Roll-up
- ▶ Blocs notes
- ▶ Brochures
- ▶ Etiquettes
- ▶ Autocollants
- ▶ Affiches
- ▶ Banderoles
- ▶ Articles pour les banques
- ▶ Autres articles

"L'innovation et l'excellence  
dans vos impressions"



Le journal se rapproche  
de ses lecteurs.  
Il va diffuser des  
informations en  
continue et en  
intégralité 24h/24.

f Imprimerie.hopedesign.3 @hopedesignimprimerie S hopedesign1

(+257)22 27 59 44 (+257) 61 103 103 / 79 101 111 hopedesign@hopedesign.bi

www.hopedesign.bi Siège: Chaussée d'Uvira, à 400 mètres de l'EX-BINUB

## DEVELOPPEMENT

# 200 milliards de FBu, une cagnotte nécessaire à la redynamisation de la COGERCO

La culture du coton est confrontée à moult couacs. Ce qui fait qu'elle ne génère plus de devises comme auparavant. Cela a été précisé par Gustave Majambere, DG de la Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO) vendredi le 24 mars 2023. Il propose des pistes de solutions. Le coût de relance de la COGERCO est estimé à 200 milliards de FBu

Les terres exploitées actuellement s'émiettent et sont estimées à plus de 2500 ha contre autour de 9000 ha auparavant. Les producteurs recourent à la houe alors qu'auparavant les tracteurs de la COGERCO contribuaient pendant le labour.

Actuellement, la COGERCO n'a qu'un seul tracteur, déplore Majambere. De plus, les variétés de coton cultivées ne sont pas productives, car elles datent de très longtemps. Les équipements de l'usine sont en état de vétusté inouïe. Ce qui est à l'origine des pannes récurrentes. Un autre facteur qui fait que la production de la COGERCO va décroissant est le changement climatique. Puisque les producteurs disposent de beaucoup de champs de coton tout au long de la rivière Rusizi, ces champs ne cessent d'être envahis par les eaux de cette rivière quand il pleut abondamment.

Toutes ces anomalies combinées font que la production de la COGERCO tourne autour de 1000 tonnes par an contre 8000 tonnes par an ces dernières années.

### Qu'est-ce qui est entrain d'être fait pour redynamiser la COGERCO ?

Selon Gustave Majambere, directeur général de la COGERCO, une stratégie de relance de la COGERCO a été mise en place. Il fait savoir que la Cogercoco compte étendre les terres réservées au coton jusqu'à 10 000 ha. La production escomptée est de 12 000 tonnes par an. L'objectif est de satisfaire la demande locale et exporter.

Majambere s'inquiète du fait que la Cogercoco ne satisfait même plus son client potentiel l'Afritextile. « Cette société a besoin de 2000 tonnes de coton par an de coton. Pourtant, la COGERCO lui fournit autour de 500 tonnes de coton par an. Le reste est importé », déplore-t-il.

De surcroît, dans l'optique de booster la production du coton, il indique que 3000 ha de terres destinées à la culture du coton ont été identifiées dans les provinces de Bubanza, Cibitoke et Bujumbura. Des visites sont aussi prévues dans les provinces de Makamba, Ruyigi, Cankuzo et Kirundo pour trouver d'autres terres destinées à la production du coton.

La Cogercoco a aussi commencé les travaux d'identification de



La culture du coton est confrontée à moult couacs. Ce qui fait qu'elle ne génère plus de devises comme auparavant.

nouvelles variétés de coton, laisse entendre Majambere. 5 variétés ont été déjà identifiées. Il ne reste que leur multiplication. Il est aussi prévu les travaux d'identification des fertilisants propres au coton. Le prix au producteur par kg de

coton sera fixé en tenant compte des dépenses engagées pour motiver les producteurs.

De façon globale, le coût total de ladite stratégie est de 200 milliards de FBu.

Notons que la COGERCO n'est pas encore capable de payer les dividendes à l'Etat.

Jean Marie Vianney Niyongabo